

LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

L'ENTREPRISE SYNCRUDE—LES NORMES D'ÉMISSION APPLICABLES À L'USINE

M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources? Comme le gouvernement et les sociétés qui participent à l'entreprise Syncrude ont surmonté un obstacle à l'égard du rendement du pipe-line et de la raffinerie construite par le gouvernement albertain et comme cela nous rapproche un peu plus d'un accord final, le gouvernement compte-t-il insister pour qu'on insère dans l'accord final une disposition prévoyant une norme d'émission—pour le moment on prévoit 287 tonnes fortes par jour—et insister pour que la norme de 40 tonnes par jour recommandée par le ministère de l'Environnement soit appliquée dans le cadre de tout accord avec Syncrude?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Non, monsieur l'Orateur.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

LES NORMES D'ÉMISSION APPLICABLES À L'USINE SYNCRUDE—L'OPINION DU MINISTRE

M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, une question supplémentaire. Comme le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources ne semble pas du tout se soucier de la santé et du bien-être des habitants de la région, puis-je adresser ma question supplémentaire au ministre de l'Environnement qui, le 29 janvier, a répondu à une question du chef de notre parti en ces termes comme en fait foi la page 10425 du hansard:

● (1440)

Monsieur l'Orateur, le député peut être certain que j'insisterai pour qu'on réduise ce dégagement.

En réponse à une question supplémentaire, le ministre a notamment déclaré:

Je crois que la proposition du député correspond aux mesures qu'entend prendre le ministère de l'Énergie.

Comme le ministre a indiqué que le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources n'a pas l'intention d'insister pour imposer des normes concernant le dégagement d'anhydride sulfureux, compte-t-il tenir la promesse qu'il a faite à la Chambre le 29 janvier et exercer des pressions pour que l'on adopte des normes d'émissions inférieures aux 287 tonnes fortes prévues par l'entreprise Syncrude?

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Environnement): Monsieur l'Orateur, je m'en tiendrai à la promesse que j'ai faite auparavant. Nous insistons pour que soit réduite l'émission de dioxyde de soufre dans l'atmosphère aux usines de Syncrude et nous essayons de convaincre à la fois le gouvernement de l'Alberta et l'entreprise elle-même. Le député sait bien, j'en suis sûr, que je n'ai aucun pouvoir légal d'obliger la société ou le gouvernement de l'Alberta à agir dans ce sens.

Questions orales

M. Broadbent: Mais vous êtes ministre.

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. A quel niveau le ministre entend-il fixer les normes d'émission? De même, étant donné que le gouvernement est représenté au sein du comité de direction, le ministre usera-t-il de ses bons offices pour convaincre son collègue de l'Énergie, des Mines et des Ressources d'insister pour que l'entente Syncrude fixe le niveau d'émission au taux que le ministre de l'Environnement estime satisfaisant?

M. Marchand (Langelier): Monsieur l'Orateur, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources n'est pas le seul intéressé dans cette affaire. Le gouvernement albertain a également un intérêt dans l'entreprise et il a le pouvoir d'établir des normes concernant les émissions aux usines Syncrude. Je suis prêt à m'entretenir avec mon collègue. J'espère que l'un de nos vis-à-vis communiquera avec le gouvernement de l'Alberta et le convaincra d'agir dans ce sens.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

LA COMMANDE D'AVIONS LOCKHEED—LA POSSIBILITÉ DE DÉMARCHES DE LA PART DE MM. REISMAN ET GRANDY

M. Allan Lawrence (Northumberland-Durham): Monsieur l'Orateur, comme le ministre de la Défense nationale vient d'arriver, j'aimerais lui demander si, au cours des négociations actuelles concernant le contrat avec la société Lockheed, la maison de consultants Reisman and Grandy Limited a présenté directement ou indirectement des instances au nom de Lockheed au ministre, à son collègue des Approvisionnement et Services, à l'un des fonctionnaires de leurs ministères, ou de leurs organismes ministériels?

L'hon. James Richardson (ministre de la Défense nationale): Non, monsieur l'Orateur, pas que je sache.

* * *

L'ADMINISTRATION FÉDÉRALE

LA POSSIBILITÉ DE TRANSACTIONS DE M. GRANDY AU SEIN DU BUREAU DU PREMIER MINISTRE OU D'UN AUTRE ORGANISME

M. Allan Lawrence (Northumberland-Durham): Monsieur l'Orateur, puisque le premier ministre est ici, puis-je lui adresser ma question supplémentaire? Est-ce que M. Grandy, de la société d'experts-conseils Reisman and Grandy Limited, a travaillé pour le cabinet du premier ministre ou pour un autre organisme central de l'administration fédérale, dans le cadre d'un marché de consultation, depuis que cette société effectue des travaux pour Lockheed Limited? Dans l'affirmative, quand ce marché a-t-il été résilié ou achevé?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, c'est la première fois que j'entends parler de la chose. Je ne manquerai pas de me renseigner.